



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/47/79*

S/23494*

31 janvier 1992

FRANCAIS

ORIGINAL : RUSSE

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-septième session
NECESSITE URGENTE DE CONCLURE UN TRAITE
D'INTERDICTION COMPLETE DES ESSAIS
NUCLEAIRES
DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET
EXAMEN DE L'APPLICATION DES
RECOMMANDATIONS ET DECISIONS ADOPTEES
PAR L'ASSEMBLEE GENERALE A SA DIXIEME
SESSION EXTRAORDINAIRE

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-septième année

Lettre datée du 29 janvier 1992, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer le texte d'une déclaration du
Président de la Fédération de Russie, B. N. Eltsine, datée du 27 janvier 1992
et intitulée "La politique de la Russie en matière de limitation et de
réduction des armements".

Je vous serais obligé de bien vouloir en faire distribuer le texte comme
document officiel du Conseil de sécurité, à l'occasion de la réunion au sommet
que le Conseil tiendra le 31 janvier 1992, et de la quarante-septième session
de l'Assemblée générale, au titre des points intitulés "Nécessité urgente de
conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires",
"Désarmement général et complet" et "Examen de l'application des
recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième
session extraordinaire".

(Signé) Y. VORONTSOV

* Nouveau tirage pour raisons techniques.

ANNEXE

déclaration du Président de la Fédération de Russie, B. N. Eltsine,
datée du 27 janvier 1992 et intitulée "La politique de la Russie
en matière de limitation et de réduction des armements"

La présente déclaration a trait à une question d'une importance vitale.

Il s'agit des mesures pratiques que la Russie prend en matière de limitation et de réduction des armements.

Notre position de principe est la suivante : les armes nucléaires et les autres moyens de destruction massive présents dans le monde doivent être éliminés.

Bien entendu, cela doit se faire graduellement, sur la base de la réciprocité.

Dans cette entreprise vitale, nous sommes disposés à coopérer avec tous les Etats et organisations internationales, notamment dans le cadre de l'ONU.

Les mesures dont je parlerai aujourd'hui sont fondées sur une coopération constante avec les Etats membres de la Communauté d'Etats indépendants et sont conformes aux accords conclus par les chefs d'Etat des Etats indépendants à Minsk, Alma-Ata et Moscou.

La Russie se considère comme le successeur légal de l'URSS, dont elle s'engage à respecter les engagements internationaux.

Nous nous acquitterons de toutes les obligations découlant des accords bilatéraux et multilatéraux auxquels l'Union soviétique a souscrit et qui sont actuellement en vigueur en matière de limitation des armements et de désarmement.

Le Gouvernement russe confirme son attachement à une politique visant à réduire considérablement les armes nucléaires, et à garantir une sécurité maximale de l'arme nucléaire et de toutes les installations liées à sa mise au point, sa production et son exploitation.

La Russie propose de créer une agence internationale chargée de veiller à la réduction des armes nucléaires.

Dans un deuxième temps, cette agence pourrait graduellement prendre sous son contrôle tout le cycle nucléaire, de l'extraction de l'uranium et de la production de deutérium et de tritium à l'enfouissement des déchets.

Nos mesures de désarmement ne portent en rien atteinte à la capacité de défense de la Russie et des Etats membres de la Communauté. Notre intention est précisément de parvenir à un niveau raisonnablement suffisant d'armement nucléaire et classique pour assurer la défense.

Tel est le principe majeur qui nous guide dans l'organisation de nos forces armées.

Sa mise en application permettra d'économiser des ressources importantes, qui seront consacrées à des fins civiles et à la réalisation de réformes.

Aujourd'hui, les conditions sont réunies pour que nous puissions entreprendre une nouvelle série d'initiatives importantes afin de réduire les armements, ce que nous faisons en partie de façon unilatérale et en partie sur la base de la réciprocité.

Voici ce que nous avons déjà fait et ce que nous avons l'intention de faire à titre prioritaire :

Premièrement, les armements stratégiques offensifs. Le Soviet suprême de la Fédération de Russie a été saisi de la question de la ratification du Traité sur les armements stratégiques offensifs. Le processus de ratification du Traité a aussi commencé aux Etats-Unis. Je considère que l'entrée en vigueur de ce document extrêmement important et son approbation par le Bélarus, le Kazakhstan et l'Ukraine doivent se faire le plus rapidement possible.

Cela étant, dès avant l'entrée en vigueur du Traité, la Russie a pris plusieurs mesures importantes visant à réduire l'arsenal stratégique :

- Environ 600 missiles balistiques stratégiques basés à terre, soit près de 1 250 ogives nucléaires, ont été mis hors d'état d'alerte;
- Cent trente silos de lancement de missiles balistiques intercontinentaux ont été éliminés ou sont sur le point de l'être;
- Six sous-marins nucléaires ont été affectés au démantèlement des rampes lance-missiles;
- Nombre de programmes de mise au point ou de modernisation de certains types d'armements stratégiques offensifs ont été arrêtés.

Les armements stratégiques nucléaires installés sur le territoire de l'Ukraine seront démantelés dans un délai beaucoup plus court que prévu. Les accords conclus dans ce domaine sont respectés.

Je souligne qu'il ne s'agit pas là d'un désarmement unilatéral. Les Etats-Unis d'Amérique entreprennent des mesures parallèles pour marquer leur bonne volonté.

Aujourd'hui, il est toutefois possible, voire nécessaire, d'aller beaucoup plus loin dans cette voie.

Récemment, les décisions qui suivent ont été prises :

- Arrêter la production de bombardiers lourds TU-160 et TU-95 MS;
- Arrêter la production de missiles de croisière aéroportés à longue portée d'un modèle déjà existant. Sur une base de réciprocité avec les Etats-Unis, nous sommes prêts à renoncer à mettre au point de nouveaux missiles de croisière de ce type;
- Arrêter la production des modèles déjà existants de missiles nucléaires de croisière à longue portée basés en mer. De nouveaux missiles de ce genre ne seront pas mis au point. Dans le même temps, nous sommes disposés, sur une base de réciprocité, à détruire tous les missiles nucléaires de croisière à longue portée basés en mer en notre possession;
- Nous renonçons à effectuer des exercices auxquels participent un nombre important de bombardiers lourds. C'est-à-dire que pour un exercice, le nombre de bombardiers ne dépassera pas 30;
- Diminuer de moitié, et plus encore par la suite, le nombre de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (NSLE), se trouvant en patrouille de combat. Nous sommes disposés, sur une base de réciprocité, à renoncer complètement à effectuer des patrouilles de combat avec ce type de sous-marin;
- Sur une période de trois ans, au lieu de sept, la Russie réduira le volume des armements stratégiques offensifs en état d'alerte jusqu'à une quantité convenue.

De cette façon, nous parviendrons quatre ans plus tôt au niveau prévu par l'accord correspondant.

Si nous trouvons un terrain d'entente avec les Etats-Unis, il sera possible d'avancer encore plus rapidement dans cette direction.

Nous considérons que les armements stratégiques offensifs qui resteront sur le territoire de la Russie et des Etats-Unis après la réduction de leur nombre ne devront pas être dirigés sur des objectifs russes ou américains. D'importants pourparlers avec les chefs d'Etats occidentaux auront lieu dans les jours à venir. Des propositions ont été élaborées en vue d'une nouvelle réduction radicale des armements stratégiques offensifs portant le nombre des charges propulsives à 2 000-2 500 pour chacune des parties.

Nous espérons également que les autres puissances nucléaires - la Chine, l'Angleterre et la France - s'associeront au processus de désarmement dans ce domaine.

Deuxièmement, en ce qui concerne les armements nucléaires tactiques, des mesures importantes en vue de les réduire ont déjà été prises par les Etats-Unis.

On a récemment arrêté la production d'ogives nucléaires pour les missiles tactiques lancés à partir du sol, ainsi que la production d'obus d'artillerie et de mines nucléaires. Les stocks d'engins de ce type seront détruits.

La Russie détruira un tiers des armements tactiques nucléaires basés en mer et la moitié des ogives nucléaires destinées aux missiles sol-air. Des dispositions ont déjà été prises à cet effet.

Nous avons également l'intention de réduire de moitié les stocks d'armes nucléaires tactiques aéroportées.

Le reste de ces armements pourra être, sur une base de réciprocité avec les Etats-Unis, retiré des unités de combat de l'aviation frontale (tactique) et placé dans des bases de stockage centralisé.

Troisièmement, les missiles anti-missiles balistiques et l'espace. La Russie confirme son adhésion au Traité sur les missiles anti-missiles balistiques, facteur important dans le maintien de la stabilité stratégique dans le monde.

Nous sommes disposés à poursuivre, sans idée préconçue, l'étude de la proposition américaine concernant les systèmes limités de missiles anti-missiles balistiques. Notre position à cet égard est connue. Si la proposition renforce la stabilité stratégique du monde et la sécurité de la Russie, nous soutiendrons cette idée.

Je déclare également que la Russie est disposée, sur une base de réciprocité avec les Etats-Unis, à détruire les systèmes anti-satellites existants et à élaborer un accord visant à interdire complètement les armes spécialement conçues pour attaquer les satellites.

Nous sommes prêts à élaborer conjointement, puis à mettre au point et à exploiter en commun un système mondial de défense en remplacement de l'IDS.

Quatrièmement, les essais d'armes nucléaires et la production de matières fissiles à des fins militaires. La Russie est résolument favorable à l'interdiction de tous les essais d'armes nucléaires. Nous respectons le moratoire d'un an sur les essais d'armes nucléaires institué en octobre 1991, et nous espérons que les autres puissances nucléaires s'abstiendront de procéder à de tels essais. Un climat de modération de part et d'autre faciliterait la conclusion d'un accord sur la cessation totale de ces essais.

Il est possible qu'en réduisant progressivement le nombre des essais, et afin de résoudre ce problème une fois pour toutes, nous proposons aux Etats-Unis de reprendre les négociations bilatérales sur de nouvelles restrictions des essais d'armes nucléaires.

La Russie a l'intention de poursuivre le programme de cessation de la production de plutonium de qualité militaire. Les réacteurs industriels produisant ce type de plutonium seront arrêtés d'ici à l'an 2000 et dès 1993

pour certains d'entre eux, selon un calendrier accéléré. Nous renouvelons la proposition que nous avons faite aux Etats-Unis de parvenir à un accord sur l'arrêt contrôlé de la production de matières fissiles à des fins militaires.

Cinquièmement, la non-prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs. La Russie réaffirme ses obligations au titre du Traité de non-prolifération des armes nucléaires, y compris celles qui lui incombent en sa qualité de dépositaire. Nous comptons sur la prochaine adhésion au Traité du Bélarus, du Kazakhstan et de l'Ukraine ainsi que des autres Etats membres de la Communauté d'Etats indépendants, en tant que puissances non dotées d'armes nucléaires.

La Russie proclame son plein appui à l'activité de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et estime qu'il faudrait renforcer l'efficacité des garanties.

Nous prenons des mesures complémentaires pour assurer que nos exportations n'aboutissent à la prolifération des moyens de destruction massive.

Des travaux sont en cours au sujet de l'adhésion de la Russie au principe des "garanties universelles de l'AIEA", en tant que condition de nos exportations de produits nucléaires à des fins pacifiques.

La Russie a l'intention d'adhérer en principe, en tant que membre à part entière, au régime international de la non-dissémination des fusées et de la technologie des fusées. Nous soutenons les efforts du "groupe australien" en vue d'un contrôle des exportations de substances chimiques.

La Fédération de Russie compte adopter une législation intérieure applicable aux exportations de matières, d'équipements et de technologies à double fin qui pourraient être utilisés pour la fabrication d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou encore de fusées de combat.

Elle met en place un système de contrôle gouvernemental de ces exportations. Nous agissons en coopération et coordination des plus étroites sur cette question entre tous les gouvernements membres de la Communauté d'Etats indépendants.

La Russie appuie les principes directeurs régissant le commerce des armes adoptés à Londres en octobre 1991.

Sixièmement, armes classiques. Le Traité sur les forces armées classiques en Europe a été présenté au Parlement de la Russie pour ratification. Les autres Etats membres de la Communauté d'Etats indépendants au territoire desquels s'applique ledit accord attachent également de l'importance à sa ratification.

La Russie réaffirme sa volonté de ramener à 700 000 hommes les effectifs réels des forces armées de l'ancienne Union soviétique, conjointement avec les autres Etats de la Communauté.

La Russie attache une grande importance aux négociations qui ont lieu actuellement à Vienne sur la réduction des effectifs et sur les mesures de confiance, de même qu'aux nouvelles négociations sur la sécurité et la coopération en Europe.

Ces dernières pourraient devenir une instance paneuropéenne permanente pour la recherche sur la création d'un système paneuropéen collectif de sécurité.

En collaboration avec le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, la Russie s'efforcera de parvenir à un accord dans les entretiens avec la Chine concernant la réduction des forces armées et des armements dans la zone frontalière.

Nous avons décidé de ne pas procéder en 1992 aux grandes manoeuvres auxquelles devaient participer plus de 13 000 soldats sur la partie non seulement européenne mais aussi asiatique du territoire de la Communauté d'Etats indépendants.

Nous espérons également qu'il sera possible très prochainement de signer un traité sur le régime du "ciel ouvert".

Septièmement, armes chimiques. Nous estimons qu'il faudra conclure dans les meilleurs délais - dès 1992 - une convention générale sur l'interdiction des armes chimiques qui est nécessaire pour fermer complètement la voie à la possession d'armes chimiques, sans porter préjudice aux intérêts économiques légitimes des Etats parties.

La Russie est fermement rattachée à l'accord signé en 1990 avec les Etats-Unis, sur la non-production et la destruction des armes chimiques. Il faudra toutefois modifier certains des délais qui y sont prévus pour la destruction de ce type d'armements.

Toutes les armes chimiques de l'ancienne URSS se trouvent sur le territoire de la Russie, qui prend la responsabilité de leur destruction. Nous préparons un programme gouvernemental à cet effet.

Nous sommes prêts à coopérer dans ce domaine avec les Etats-Unis et d'autres pays intéressés.

Huitièmement, armes biologiques. La Russie se prononce pour le respect rigoureux de la Convention de 1972 sur l'interdiction des armes biologiques, pour la création, sur une base multilatérale, d'un mécanisme de contrôle et pour l'adoption de mesures de confiance et de transparence.

Etant donné que l'application de la Convention a pris du retard, je déclare que la Russie renonce à toutes les réserves qui avaient trait à la possibilité d'utiliser des armes biologiques en riposte. Ces réserves avaient été formulées par l'URSS à l'égard du Protocole de Genève de 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques.

Neuvièmement, budgets militaires. La Russie continuera à réduire substantiellement son budget militaire et lui donnera une orientation sociale.

En 1990-1991, les dépenses militaires avaient déjà été réduites de 20 % en prix constants, de 30 % pour l'acquisition d'armements et de technologie.

En 1992 nous avons l'intention de réduire encore de 10 % (aux prix de 1991) nos dépenses militaires. Dans l'année qui commence, le volume des achats d'armements sera réduit de moitié environ par rapport à l'année écoulée.

Dixièmement, conversion. La Russie se félicite de la coopération internationale dans le domaine de la conversion des installations de production militaire qui, selon elle, devrait être intensifiée.

Pour sa part, elle encouragera cette coopération par l'instauration d'un "régime du plus grand avantage" et l'institution d'avantages fiscaux pour les projets conjoints en ce sens.

Citoyens de Russie!

Je viens de décrire le plan d'action de la Fédération de Russie concernant la réduction des armements et le désarmement. J'espère qu'il obtiendra votre soutien et suscitera la compréhension chez tous les peuples de la Communauté d'Etats indépendants.

Je suis convaincu qu'il répond pleinement aux intérêts de notre pays et des autres Etats du monde. S'il peut devenir réalité, notre vie en deviendra non seulement plus tranquille et plus sûre, mais aussi plus prospère.

Il y a quelques heures, s'adressant au peuple américain, le Président des Etats-Unis d'Amérique, George Bush, a proposé une réduction radicale des potentiels nucléaires et le renforcement des mesures visant à promouvoir la stabilité dans les relations entre nos pays.

Lui et moi avons eu des consultations préliminaires sur ces questions et nous avons établi un dialogue sur l'application pratique de cette politique et des initiatives qui ont été avancées. Il semble que les positions des deux parties soient assez proches.

Ceci augure bien du succès de la réduction des armes nucléaires offensives.

Je vous remercie de votre attention.
